

Enjeux et dilemmes de la sécurité nationale

Joseph Maïla

Volume 18, Number 4, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702258ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702258ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Maïla, J. (1987). Enjeux et dilemmes de la sécurité nationale. *Études internationales*, 18(4), 851–855. <https://doi.org/10.7202/702258ar>

Enjeux et dilemmes de la sécurité nationale*

Joseph MAILA**

Au cours des dernières années, le concept de sécurité nationale a connu une évolution notable. Centrée autour du rapport de l'État avec son environnement, la théorie politique classique en matière de sécurité nationale, privilégiait les notions d'équilibre inter-étatique de rapports de force, de souveraineté et de respect des frontières étatiques. C'est le potentiel des forces armées, la capacité de résister à une agression externe qui déterminaient en priorité les paramètres de la sécurité.¹ La problématique réaliste de la sécurité nationale conduisait à la mise en valeur de paradigmes stratégico-militaires. En ce sens, on a pu écrire que le but auquel doit tendre toute politique de sécurité est de « prévenir les dommages qui pourraient être causés aux biens et aux vies par des moyens militaires »², ou encore, « de faire échec à l'agression externe, l'espionnage, le sabotage, la subversion ».³

La dernière décade a vu cependant l'intérêt pour le strict rapport quantitatif des forces faiblir au profit d'une lecture économique de la problématique de la sécurité nationale.⁴ De fait, la rupture des équilibres économiques mondiaux, l'augmentation puis la fluctuation des prix du pétrole ont soudain fragilisé l'Occident. Mais ce sont les problèmes des sociétés du Tiers Monde qui ont posé le plus grand défi aux théories de la sécurité nationale. Dans le cas des pays en voie de développement, les dangers viennent en priorité de l'intérieur. L'instabilité des sociétés du Tiers Monde, leur stratification sociale complexe et doublement articulée autour de clivages verticaux et horizontaux, la rareté de leurs ressources économiques sont pour la « nouvelle école » de la sécurité nationale à l'origine des troubles les plus graves que peut connaître une société. Cette nouvelle perspective d'analyse met l'accent sur les dangers du dedans plus que sur les menaces du dehors. Ainsi, tout en restant globalement dominées par l'étude des rapports inter-étatiques, les recherches en matière de sécurité nationale intégraient dans leur champ analytique les effets déstabilisateurs provenant de la rupture des équilibres économiques et sociaux ainsi que de l'autoritarisme politique et

* ALIBONI R., *The Red Sea Region*, New-York, Syracuse University Press, 1985, 143 p.
TRIPP C., Ed. *Regional Security in the Middle East*, Guildford, G.B., Gower, 1984, 182 p.
AL-MASHAT, A.M., *National Security in the Third World*, Boulder (Col.), Westview Press, 1985, 153 p.
MILLER L.W., *Global Order. Values and Power in International Politics*, Boulder (Col.), Westview Press, 1985, 226 p.

** Professeur à l'Université Saint Joseph, Beyrouth.

1. Cf. J. STOESSINGER, *The Might of Nations*, New-York, Random House, 1962.
2. L. DAMUS, « Systems Reliability and National Security », *Peace Research Review*, 7 nov. 1977, p. 6.
3. W. HANDRIEDER et L. BUEL, *Words and Arms*, Boulder, Westview Press, 1979, p. 79.
4. Sur cette question, on lira L. KRAUSE and J. NYE « Reflections on the Economics and Politics of International Economic Organisations » in C.F. BERGSTEN et L. KRAUSE, *World Politics and International Economics*, Washington D.C., Brookings Institute, 1975, pp. 323-342. D. DOBROW et B. STOKER « Economic Issues and National Security: Analytical Problems and Analytical Frameworks », communication présentée à la British International Studies Association, Oxford, décembre 1978.

de l'absence de démocratie. De ce fait, ce sont les multiples facettes du concept de sécurité nationale qui sont éclairées. La production académique récente en matière de sécurité nationale permet de mêler ces deux perspectives.

1 – Sécurité nationale et stratégies internationales: la mer Rouge.

L'ouvrage d'Aliboni s'inscrit dans la perspective classique des études internationales et tente d'explicitier la politique des puissances en mer Rouge. Son intérêt majeur est d'aborder l'étude d'une région faiblement prise en compte, coïncée qu'elle est entre deux aires délimitées de conflits: le Proche-Orient d'une part, et le Golfe d'autre part. Tout en privilégiant la zone qu'il étudie, l'auteur insiste sur le continuum de l'aire géostratégique sur laquelle, de l'Afghanistan au Proche-Orient, s'exerce le jeu des puissances. À ce propos, Aliboni s'intéresse plus particulièrement à la politique de l'URSS en mer Rouge. Pour lui, Moscou tente de jouer un rôle dans cette région du monde, productrice de pétrole par excellence, en vue de soutenir ses projets de développement industriel. L'invasion de l'Afghanistan est même perçue comme un positionnement stratégique de Moscou qui la rapproche des voies d'acheminement du pétrole. En somme, le rêve des tsars réactivé à l'ombre des derricks! L'URSS manifesterait du même coup sa présence. Le « *flag showing* » à l'adresse des pays riverains aurait pour but de rendre évidente la volonté soviétique de jouer un rôle en mer Rouge.

La politique soviétique ne suit pas, selon Aliboni, le cours d'un grand dessein. Moscou aurait exploité nombre d'opportunités offertes et aurait surtout bénéficié des erreurs de l'Occident. C'est ainsi qu'Aliboni souligne que c'est l'Arabie Saoudite, qui, en voulant expulser les Soviétiques de Somalie, a poussé les dirigeants de ce pays à dénoncer le traité somalo-soviétique au moment où la Somalie avait besoin de la neutralité soviétique dans le conflit somalo-éthiopien. « L'extrême nationalisme des Somaliens » et « l'aventurisme » saoudien firent plus pour le renforcement de l'Éthiopie et de la présence soviétique dans ce pays qu'une politique déterminée des Soviétiques en ce sens. Sur la politique plus générale, de l'Occident, en mer Rouge, Aliboni ne cache d'ailleurs pas son inquiétude et sa déception. Les États-Unis y ont opéré un « retrait substantiel » et l'OTAN ne paraît pas avoir de stratégie claire en cas de conflit aigu dans cette région.

2 – Sécurité régionale et stratégies nationales: le Moyen-Orient.

Les études réunies par Charles Tripp envisagent la sécurité régionale au Moyen-Orient sous l'angle des objectifs que poursuivent les différents États dans cette région du monde. À noter à cet égard, une importante étude de Shahram Chubin qui replace la stratégie soviétique dans le contexte global du Moyen-Orient. La stabilité de ses frontières, les besoins énergétiques de Moscou sont une fois de plus rappelés. Les dilemmes de la politique de Moscou en Iran sont cependant mis en évidence. S. Chubin retrace l'évolution des rapports irano-soviétiques et montre que si l'URSS s'était à partir de 1979 inquiétée du surarmement iranien, elle ne peut cependant qu'observer aujourd'hui avec perplexité l'évolution tumultueuse de la République islamique. La révolution iranienne prit de court l'URSS, qui salua néanmoins l'instauration de la République islamique comme une victoire sur l'impérialisme. Mais les tentatives de récupération de la révolution iranienne se révélèrent vaines. L'Iran devait mener une politique anti-occidentale, sans toutefois adopter une politique pro-soviétique. Dès lors, s'il est dans l'intérêt de l'URSS d'avoir à ses frontières un Iran affaibli, cet intérêt n'est nullement servi par la présence d'un Iran faible. La situation de l'Iran pose aujourd'hui un problème redoutable à l'URSS, qui ne voudrait pas voir l'agitation intégriste gagner ses républiques islamiques.

En ce qui concerne les pays arabes du Golfe, le diagnostic de Chubin rejoint celui d'Aliboni: L'URSS progresse. Son objectif, dans le Golfe notamment est d'affaiblir les liens des pays riverains avec l'Occident, et de montrer par le fait même à l'Arabie Saoudite et aux Émirats, qu'une neutralité vis-à-vis des blocs est un bien meilleur placement que l'alignement inconditionnel sur l'Occident pour le maintien et la stabilité de leurs régimes politiques.

C'est précisément la sécurité de son régime politique que l'Arabie Saoudite cherche à assurer. Adeen Dawisha qui analyse la « quête saoudienne de sécurité », met l'accent sur les périls internes plutôt qu'externes qui menaceraient le régime saoudien. Plus qu'une politique de défense et de sécurité nationale tournée vers la défense de ses frontières, c'est d'un véritable assainissement interne dont l'Arabie Saoudite aurait besoin. Paradoxe grave: l'immense richesse saoudienne serait une cause de vulnérabilité. La distribution inégale des richesses pourrait amener à une remise en cause de l'ordre interne.

Une analyse semblable, fondée sur les périls internes est faite par Itamar Rabinovich en ce qui concerne la Syrie. Pour l'analyste israélien, la minorité alaouite au pouvoir est fortement contestée. La politique de sécurité nationale qu'elle applique, la conduit à montrer une vigilance extrême à l'égard de tous les États qui entourent la Syrie.

Cependant, le grand problème posé à la stabilité du Moyen-Orient reste celui du conflit israélo-arabe. Trois études sont consacrées à cette question. Celle d'Andrew Duncan tente d'évaluer la menace militaire qui pèse sur l'État d'Israël. Celle de Shai Feldman se penche sur la nucléarisation du Moyen-Orient. Pour l'auteur, seule une politique de « *proliferation management* » serait à même de stabiliser la région. (Cela ne revient-il pas cependant à donner droit de cité à la force nucléaire israélienne en empêchant la constitution d'un arsenal nucléaire arabe!) L'étude d'Avi Plascov est, elle, plus stimulante en préconisant la création d'un État palestinien démilitarisé qui pourrait faire droit aux revendications palestiniennes. Plascov voit dans cette reconnaissance des droits palestiniens, la meilleure garantie de paix et de sécurité pour Israël. Entre la sécurité par la force, y compris nucléaire, et la sécurité par le droit et l'intégration politique: l'alternative est posée. Elle renvoie à la double perspective suscitée par l'analyse des politiques de sécurité.

3 – Sécurité nationale et stratégies politiques: les pays du Tiers Monde.

L'analyse d'Al-Mashat situe la politique de sécurité nationale au niveau de ses déterminants internes. Comme l'écrit l'auteur, « prendre en considération les seuls adversaires extérieurs, n'explique pas la chute de certains régimes de l'intérieur: celui du Shah, en Iran, de Somoza, au Nicaragua, ou encore le conflit interne qui mena à l'assassinat de Sadate en Égypte. » Pour Al-Mashat, les menaces qui pèsent sur les pays du Tiers Monde découlent des structures mêmes de ces pays. Structures économiques inégalitaires, structures politiques arbitraires, structures sociales retardataires. L'instabilité est interne. L'analyse d'Al-Mashat repose sur le croisement de données quantitatives révélant le degré de stabilité du pays d'une part, et son niveau de développement basé sur ce que l'auteur appelle « la qualité physique de la vie », d'autre part. Les résultats de la recherche sont intéressants. Ils montrent que plus une société du Tiers Monde a un indicateur de qualité de vie élevé, plus elle est soumise à des tensions. L'auteur explique, et c'est là le grand enseignement de sa recherche, que dans les sociétés du Tiers Monde, le développement économique et la modernisation se confinent au seul secteur économique mais crée des tensions au niveau politique qui lui ne connaît pas de modernisation, de participation ou de démocratisation. Al-Mashat insiste alors sur la responsabilité des élites tiers mondistes, et la nécessité pour elles de parvenir à organiser une meilleure cohésion sociale, d'opérer le dépassement des clivages tribaux et de jeter les bases d'une politique d'intégration nationale. À ce stade seulement une véritable sécurité de

l'ensemble national tout entier peut être atteinte. En privilégiant l'aspect interne des conflits et les menaces qui peuvent peser de ce fait sur l'État, Al-Mashat en vient à oublier la dimension internationale des conflits du Tiers Monde. L'insistance salutaire à mettre en relief les données internes des problèmes du Tiers Monde ne peut cependant conduire à occulter la difficile insertion des pays en voie de développement dans le système économique et politique international.

4 – Sécurité nationale et système international: l'avenir de l'État-Nation

Le livre que Lynn Miller consacre au système international est précisément articulé autour du devenir de l'État-Nation. C'est dire que la question de la sécurité des nations se trouve ici comme encapsulée dans une problématique englobante de l'ordre actuel du monde. L'ouvrage de Miller se veut une oeuvre de réflexion orientée de façon toute « normative » vers le choix de nouvelles valeurs, éthiques et de solidarité, inaugurant une coupure radicale avec notre façon de voir traditionnelle. La thèse fondamentale du livre de Miller est que l'échec fréquent des choix politiques dans le monde aujourd'hui est dû à « notre refus d'envisager le système social planétaire comme un tout. » Ce « refus de voir » n'est pas la conséquence d'une politique volontariste, il est l'effet d'une structure plus large que l'auteur s'efforce de tracer et que l'on pourrait nommer: « l'effet Westphalie ». Car tout commence avec le traité de Westphalie. L'ancienne Europe s'écroule et avec elle l'ordre politique qui la supportait. À sa place surgit, telle après une gigantesque mutation, une nouvelle espèce: l'État-Nation. Désormais le monde qui naît est fait de la juxtaposition de « territoires » et d'« autorités ». Mais le monde change et continue de changer. La sécurité d'un État, estime Miller, relève dans le système actuel de sa souveraineté, c'est-à-dire en dernière instance du pouvoir indépendant qu'il exerce sur son territoire et sur ses citoyens.

Or, d'un point de vue militaire, avec l'arme atomique, le territoire n'est plus imperméable. D'un point de vue social, d'autre part, l'avenir des citoyens d'une nation ne peut être séparé de celui des hommes et des peuples des autres nations. L'ordre militaire international autant que l'ordre économique, ou juridique, tout comme la propagation de la philosophie des droits de l'homme – à laquelle l'auteur consacre de fort belles pages – ne permettent plus le cloisonnement des nations. L'effet Westphalie en est à ses dernières possibilités. De nouvelles valeurs sont à inventer, qui feront de la solidarité mondiale la perspective primordiale de toute solution des conflits et de l'aménagement des ressources. Certes la logique de l'État-Nation, de sa force et de son indispensable sécurité n'est pas morte. L'auteur se fait cependant le défenseur d'un nouvel ordre de valeurs qu'il oppose à celui, ancien, bâti sur le strict culte du pouvoir.

La démarche de Miller est puissante. Son plaidoyer pour un nouvel ordre juridique mondial est sincère. Reste que l'on pourra lui reprocher indéfiniment son idéalisme impénitent. La réponse de l'auteur, serait que, bien que normative, sa démarche n'est nullement arbitraire, mais que le changement même survenu à l'échelle du monde impose la nécessité de trouver de nouveaux fondements à la coopération internationale et que la sécurité des États devra alors naturellement être posée, par dessus tout, comme une responsabilité collective mondiale.

Conclusion

Qu'en est-il en définitive du concept de sécurité nationale? Les divers ouvrages abordés, par delà leur thème d'application spécifique, nous renvoie une évaluation contradictoire. D'une part, en effet, le concept de sécurité nationale, apparaît comme intimement lié à

la notion d'État. La sécurité nationale est une fin en soi, puisqu'elle se confond avec l'existence de l'État (un État incapable de se défendre ne serait pas un État). Une politique de sécurité nationale serait alors l'ensemble des moyens mis en oeuvre en vue de protéger l'indépendance et la stabilité de l'État. D'autre part, dans la littérature analysée, le concept de sécurité nationale ne cesse d'être marqué au coin d'une limite exemplaire. Tous les auteurs s'accordent, de fait, à penser le dépassement d'une logique sécuritaire conçue en termes purement coercitifs. Ainsi Aliboni pense que seule la coopération des États en mer Rouge est à même d'assurer une véritable sécurité de la région. Au Moyen-Orient, la même logique est mise en avant par Plascov: ce n'est ni le surarmement ni le renforcement de la puissance qui pourraient assurer la sécurité des États mais la création d'un État palestinien qui mettrait fin aux tensions existantes. Al-Mashat montre que seule une politique d'intégration nationale et de participation politique peut assurer la stabilité des États du Tiers Monde et mettre fin à la hantise sécuritaire et à la paranoïa de l'ennemi extérieur. Enfin, Miller plaide pour le déploiement d'un ordre mondial solidaire, véritable gage de sécurité pour tous. En définitive, le concept de sécurité nationale apparaît comme un indicateur négatif en ce sens qu'il dénote par l'emphase mise à le souligner, le manque de coopération et l'absence d'intégration nationale et internationale. Dans les études que nous avons évoquées, la coopération régionale, la reconnaissance des droits de l'homme, l'intégration nationale et la création d'un nouvel ordre mondial sont les meilleures politiques de sécurité possible. Cette constatation nous renvoie au point de départ de notre analyse où nous indiquions le glissement de la charge sémantique véhiculée par l'idée de sécurité: d'une politique articulée autour des moyens de contrainte à une stratégie axée sur les vecteurs d'intégration. En somme, il ne s'agit plus de savoir quel est le meilleur moyen d'affronter les périls et de faire face aux conflits mais de comprendre que la politique qui consiste à les prévenir est de toutes la plus sûre.